

L'ÉCOLOGIE ET LA RÉFORME DE LA GAUCHE

Benoît Lechat, *chargé d'études à etopia*

Décembre 2007



etopia

centre d'animation et de recherche en écologie politique

www.etopia.be

1 Introduction

L'écologie est-elle de gauche ? Faut-il vraiment se poser cette question aujourd'hui ? Non, s'il s'agit de se livrer à une forme de nombrilisme identitaire et de s'endormir douillettement dans quelques certitudes héritées, en se rassurant que oui, finalement on est dans le bon camp de ceux qui ont raison, même s'ils se sentent un peu plus seuls aujourd'hui qu'hier. Non, encore, s'il s'agit de conforter des rentes de situation (tendanciellement en baisse) de l'un ou l'autre parti. Oui, si le but poursuivi est de reprendre de manière critique une tradition politique pour identifier quelques grands enjeux contemporains et les analyser en fonction d'objectifs fondamentaux comme la justice et l'autonomie.

Expliciter le rapport de l'écologie politique à la gauche implique de définir les deux termes de la relation. Il faut le faire à la fois dans une perspective historique (d'où viennent la gauche et l'écologie politique ?) et dans une perspective contemporaine (où en sont aujourd'hui la gauche et l'écologie politique, singulièrement en Belgique ?) De ce double point de vue, la thèse qui sera ici soutenue est que l'écologie politique incarne la forme la plus « moderne » (c'est-à-dire la plus critique) d'une tradition politique qui a commencé avec les Lumières dans la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle et qui a donné le jour au libéralisme et au socialisme. Ce rattachement s'accompagne d'une remise en question de quelques uns des mythes fondateurs de cette tradition. Mais loin de choisir un retour « réactionnaire » au monde pré-moderne, l'écologie fait le choix d'une « modernisation de la modernisation », c'est-à-dire d'une réorientation globale du mouvement émancipateur de la modernité. Cette reprise critique passe à la fois par une redéfinition de l'idée de progrès, du rapport de l'humanité à la nature, par une nouvelle articulation des actions des individus autour de leurs capacités à changer collectivement le cours de l'aventure humaine. Enfin, cette décision a beau s'inscrire dans la continuité de la tradition politique et intellectuelle de la modernité démocratique, elle n'implique aucune allégeance des écologistes à la gauche devenue traditionnelle telle que l'incarnation des partis socialistes ou sociaux-démocrate et encore moins à la gauche dite « antilibérale »¹. Leur indépendance (cela ne veut pas dire leur isolement ou leur autisme) à l'égard des autres forces politiques et sociales identifiées traditionnellement à gauche leur paraît même être la condition de possibilité de l'indispensable renouvellement de la tradition de la gauche et de la réalisation des objectifs qu'on doit aujourd'hui lui assigner.

2 Une tradition en demande de reprise critique

La question du clivage gauche-droite reste-t-elle encore aujourd'hui pertinente pour identifier des enjeux politiques et les réponses à y apporter ? Les militants écologistes de 2007 qui participent aux formations organisées par Etopia sur les balises idéologiques de l'écologie semblent partagés sur la question². Pour certains, la gauche, c'est un truc complètement dépassé et qui risque de fourrer Ecolo dans les jupes d'un PS qui, par les temps qui courent, fait souvent office de repoussoir, singulièrement en Wallonie. Pour d'autres, un peu plus nombreux, c'est une vraie question qui permet notamment de faire sortir l'écologie de la niche environnementale et de l'interroger sur des enjeux plus larges, notamment sociaux. Rares sont ceux qui se désintéressent complètement de la question et qui ne demandent pas d'en savoir au moins un peu plus et surtout d'en débattre... Même chez les militants les plus jeunes, la question contient encore souvent une bonne charge émotionnelle. Les représentations d'abus de position dominante, de même que de politisation et de clientélisme côtoient des images de luttes sociales encore plus ou moins confusément présentes dans les mémoires. Avec sans doute

¹ Le concept de gauche « anti-libérale » est un contre-sens historique complet. Historiquement, le libéralisme a été la première composante de la gauche. Voir à cet égard la prise de position de l'historien Zeev STERNHELL, « La gauche doit reconquérir le libéralisme, il lui appartient », Libération le 3 juin 2006.

² Voir le programme de Formations d'Etopia : « Balises pour une écologie politique » www.etopia.be

moins de passion à mesure que l'on est né dans les années '70 ou 80. Souvent, des critiques sont également formulées sur le dualisme, voire le manichéisme de la vision somme toute très française, voire franchouillarde d'une sphère publique coupée en deux camps soigneusement étanches, alors qu'aujourd'hui les lignes de clivage se brouillent et se complexifient et que l'exercice contemporain de la politique nous apprend de plus en plus que la bonne décision peut naître plus facilement d'une discussion bien organisée que d'un conflit plus ou moins brutal entre des conceptions différentes de la société. Mais, au bilan, la curiosité intellectuelle et l'envie de connaître et de comprendre, l'emportent sur la crainte de tomber dans les pièges du marketing électoral. La question de l'appartenance à la gauche devient alors une belle opportunité d'interrogation historique et de formation politique pour les apprentis écologistes.

3 La gauche : un concept historique (1)

Paradoxalement, le clivage gauche/droite est à la fois extrêmement discriminant et très flexible. Son contenu a sensiblement évolué depuis son émergence, le 28 août 1789 lorsque les députés de l'assemblée constituante réunis à Versailles sont appelés à se prononcer sur le « veto royal », c'est-à-dire sur le droit du roi de France à s'opposer aux décisions de l'assemblée. Entre les opposants au veto qui se rangent à gauche du président de l'assemblée et ses partisans qui se retrouvent à droite, la France se divise entre une monarchie constitutionnelle et un régime absolutiste qui maintient à l'extérieur de la nation la détermination de ses normes³. A l'origine, on a tendance à l'oublier ces temps-ci, les libéraux sont clairement de gauche. Ou plutôt, la gauche est franchement libérale. L'émancipation libérale passe non seulement par l'affirmation de la laïcité de l'Etat mais également par l'égalité formelle (devant la loi) et par le droit à la propriété privée. Le socialisme émerge, lui, de la prise de conscience que cette liberté n'est accessible qu'à une minorité. L'égalité formelle ne suffit pas. Il faut également l'égalité matérielle pour permettre l'exercice réel de la liberté. Egalité-liberté : socialisme et libéralisme sont animés par le même idéal d'une société où « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous »⁴. Souvent, les marxistes ont lu à l'envers cette phrase célèbre du Manifeste communiste : le libre développement de tous est la condition de développement de chacun⁵. Ou encore, l'émancipation individuelle ne sera possible que moyennant l'émancipation de la classe ouvrière. Pour les socialistes⁶ et les sociaux-démocrates, cela requiert l'octroi du suffrage universel. Pour les communistes, la révolution et la dictature du prolétariat qui doit mettre fin à l'exploitation capitaliste du travail. Quant aux libéraux, ils sont persuadés que le libre développement de chacun et singulièrement le libre développement économique ne peut qu'être bénéfique au plus grand nombre si on lui met le moins possible de freins. Progressivement, au XIXème siècle, émerge une nouvelle version du clivage : devient de gauche la défense de l'Etat (la collectivité) comme outil de réalisation de l'égalité réelle tandis que la droite protégera la liberté des acteurs économiques contre l'emprise de la collectivité.

³ Philosophie Magazine, Gauche et Droite, Pourquoi elles nous divisent encore ?, N°6, Janvier 2007.

⁴ Marx-Engels, Manifeste du Parti Communiste.

⁵ Voir Philippe CORCUFF, Quelques arguments pour une prise en compte de la question de l'« individualisme » par Attac, in Revue du MAUSS permanente, 11 avril 2007 en ligne www.journaldumauss.net

⁶ Marcel LIEBMAN, « Les socialistes belges, 1885-1914, la révolte et l'organisation, Vie Ouvrière, 1979, pp. 80-82.

4 La gauche : un concept historique (2)

Tout au long du XX^{ème} siècle, dans les démocraties dites libérales, des compromis sont passés (avec ou plus ou moins d'intervention étatique) entre les capitalistes et les travailleurs pour mettre en place des systèmes de sécurité sociale. Ils ont pour résultat de rendre la société moins inégalitaire et de renforcer l'individualisation. Après le terrible traumatisme des deux guerres mondiales s'ouvre une période de croissance économique sans précédent, accélérée notamment par la constitution des Etats-providences et la hausse du pouvoir d'achat. Avec le mouvement social et culturel désigné sous le signe de « Mai '68 », le projet d'émancipation passe alors par la remise en question des schèmes autoritaires hérités de la société industrielle, qu'il s'agisse de la morale familiale, marquée ou non par la religion, des codes de la société industrielle et de l'homogénéisation des comportements, notamment de consommation. Une nouvelle gauche émerge qui n'épargne pas la gauche traditionnelle. L'omnipotence de l'Etat est récusée tout autant que celle de l'économie capitaliste. Les revendications d'autogestion, de liberté des choix de vie, de droit à la différence, la remise en question de la société de consommation et de l'émancipation par le travail ont ébranlé les valeurs d'une gauche traditionnelle qui mettra du temps à commencer à les intégrer. A peu près au même moment, le premier choc pétrolier de 1974 frappe de plein fouet les économies industrielles. En Belgique, une relance par la croissance des dépenses publiques est tentée. Elle n'endigues pas le chômage en Wallonie et garrotte pour longtemps l'action publique en faisant exploser les déficits publics. En France, après l'euphorie de l'élection du candidat de la gauche unie en 1981, l'échec retentissant du programme commun du gouvernement de François Mitterrand (nationalisations, augmentations salariales...) impose le « tournant de la rigueur » et la mise en œuvre par un gouvernement socialiste-communiste d'une série de mesures dites « libérales ». Quelques années plus tard, l'effondrement du bloc soviétique montre l'échec tragique de l'entreprise communiste et laisse le champ libre au capitalisme qui a renforcé la mise en concurrence mondiale de toutes les forces de travail. Ce ne sont pas seulement les travailleurs qui sont en compétition, ce sont aussi les Etats, sans véritable harmonisation des règles sociales et fiscales au niveau international, en commençant par le niveau européen, ce qui rend plus difficile le financement des systèmes de sécurité sociale. Certains parviennent à s'intégrer dans la nouvelle économie mondiale tout en conservant des systèmes de protection sociale relativement efficaces, d'autres restent confrontés à un chômage endémique et à un renforcement des inégalités, d'autres encore connaissent un recul parfois quasiment complet du chômage, mais au prix d'une croissance dramatique des inégalités. Dans les pays qui ne parviennent pas à s'adapter, la montée de l'insécurité sociale qui en découle écartèle la gauche entre le fantasme d'un néo-souverainisme de gauche et le projet plus ou moins assumé d'articulation entre les idéaux de justice et d'égalité avec le fonctionnement réel de l'économie contemporaine... En France, cette division et l'incapacité à dépasser la diabolisation du Centre de François Bayrou donne la majorité à Sarkozy. En Belgique, comme en RFA et aux Pays Bas, l'évolution est comparable, même si elle n'est pas similaire.

5 Qu'est-ce que l'écologie politique ?

Historiquement, l'écologie politique naît de la rencontre de la critique de la société industrielle, de la prise de conscience de son impact désastreux sur l'environnement et des mouvements que l'on a désignés plus haut sous le concept de « nouvelle gauche », ou de « gauche anti-autoritaire ». A partir de 1974 et la première, d'un « candidat de l'écologie » à l'élection présidentielle française, un mouvement écologiste commence à se structurer dans toute l'Europe. En bientôt trente ans d'existence, le *mouvement* et ensuite le *parti* Ecolo connaît bien des évolutions politiques et idéologiques, comme tous les autres partis verts. Si sa dernière grande prise de position idéologique remonte à la déclaration de Louvain-la-Neuve/Péruwelz en 1985 qui pose les fondements du mouvement Ecolo, d'autres partis verts ont effectué un travail d'actualisation de leurs principes fondamentaux et notamment les Verts allemands et le

Parti Vert Européen. Ils y articulent toute leur action sur les concepts de justice élargie et d'émancipation. L'appartenance au mouvement d'émancipation ouvert par les Lumières est explicitement revendiquée. Mais il s'agit en quelque sorte de « moderniser la modernisation » en remettant en question certains de ses mythes fondateurs, comme la croyance en une croissance illimitée de l'utilisation de ressources non renouvelables, l'infailibilité du progrès technique, l'équivalence automatique entre la croissance économique et la croissance du bien être et de la qualité de vie. Les Verts défendent une conception élargie de la justice (dans l'espace à toutes les générations actuellement présentes sur la planète et dans le temps aux générations futures) et ils veulent promouvoir une conception de l'autonomie qui est fondamentalement égalitaire, au sens de l'égalité réelle de chaque être humain à choisir sa vie, ce qui évidemment pose un certain nombre de questions politiques fondamentales, ne fut-ce que du point de vue de la mise en œuvre de ces idéaux. En somme, il s'agit encore et toujours de poursuivre le vieil idéal d'articulation du libre développement de chacun et du libre développement de tous.

6 Les écologistes et « la gauche »

A ce titre, les Verts se situent clairement dans la tradition de la gauche et même, ils en incarnent sans doute la pointe la plus avancée, notamment dans la mesure où ils ont le mieux intégré l'exigence implicite qui est désormais faite à tous les êtres humains d'être responsables les uns des autres. Mais la prise en compte réelle du droit des générations futures que les Verts ont toujours mis au départ de leur engagement a de telles implications dans le fonctionnement de nos économies et de notre vie quotidienne que la discussion sur l'appartenance éventuelle des écologistes à « la gauche » risque bien un jour de paraître complètement byzantine. Cela ne veut pas dire du tout que la mise en œuvre des objectifs d'une justice élargie puissent se faire n'importe comment, et en l'occurrence sans respecter les principes de ce que Philippe Van Parijs appelle « une conception libérale égalitaire de la justice »⁷. En revanche, cela implique sans doute de remettre en question certaines positions traditionnelles de la gauche, notamment quand elle défend n'importe quel type de production ou de consommation, fut-ce au motif légitime de la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat. La défense des travailleurs ne doit pas se confondre avec la défense de productions dépassées par l'évolution écologique. Espérons que vienne vite le moment où la modernisation écologique de l'économie aura suffisamment avancé pour que ce genre de discussion ne se répète plus. Mais même dans une telle économie (qui ne verra sans doute pas le jour sans partis écologistes très forts), les questions de redistribution, d'égalité et de liberté, continueront évidemment de se poser. Les écologistes ont donc tout intérêt à reprendre constamment l'actualisation de leur position sur ces questions. Ils doivent en particulier insister sur le rôle qu'une autonomie pensée comme la mise en valeur des liens de réciprocité entre individus joue dans leur engagement, loin d'une valorisation naïve des communautés locales qui fleure bon la nostalgie de la société traditionnelle. Repenser l'émancipation au-delà de l'individualisme et des disciplines collectives étatiques ou religieuses reste une tâche cruciale. L'apport de la « gauche traditionnelle » à l'écologie politique pourrait alors apparaître comme une invitation à constamment approfondir les principes de base de son action. On trouvera ici quelques thèses formulées de manière totalement personnelle et provisoire pour tenter de baliser cette élucidation des rapports entre la gauche et l'écologie et qui peuvent du même coup servir à actualiser les balises de l'écologie politique.

⁷ Philippe VAN PARIJS, L'écologie politique comme promotion de l'autonomie et comme poursuite de la justice libérale-égalitaire, Revue Etopia N°3, Les Editions Namuroises, Namur, Décembre 2007, pp. 85-94.

7 Cinq débats

Les écologistes et tous ceux qui sont attachés aux idéaux d'émancipation ne doivent pas craindre le débat idéologique. La tâche n'est pas facile à une époque où l'idéologie est à «la dissimulation du caractère politique des sociétés», comme le dit Marcel Gauchet⁸. Il faut d'ailleurs se méfier des politiques qui disent répondre «directement» aux problèmes des «gens», indépendamment de toute vision du monde. L'idéologie n'est jamais aussi présente que là où on prétend ne pas en faire. Il vaut donc mieux l'assumer comme un ensemble d'idées historiques vivantes, qui peuvent nous aider à entrer en débat, à comprendre nos engagements et surtout bien les distinguer des dogmes, qui sont des idées «mortes», figées, refermées sur elles-mêmes, autoritaires et violentes. Reconnaître cette «libre vie des idées» est indispensable. Les idées de gauche sont multiples et n'appartiennent à personne, même si certains y sont bien sûr plus fidèles que d'autres. Elles ne sont pas le patrimoine d'une Eglise, chargée d'en célébrer les liturgies et les saints contre toutes les hérésies possibles. Ceux qui se réclament de la gauche ne doivent pas faire la même erreur que le Pape et les évêques catholiques qui se barricadent dans une dénégation massive de l'évolution du monde et dans la conscience aussi inébranlable qu'illusoire d'avoir toujours raison, de préférence tous seuls, parce que c'est plus beau.

7.1 1^{er} Débat : Mener le débat sur le rôle du marché dans la poursuite des idéaux de justice et d'émancipation.

Nous devons prendre aujourd'hui acte des échecs du communisme et du néo-libéralisme à créer un monde plus juste où les êtres humains ont une égale liberté réelle de choisir leur vie. Laisser l'économie dans les mains complètes de l'Etat ou du marché a des effets complètement dévastateurs tant sur les êtres humains que sur l'environnement. Il s'agit de se mettre d'accord sur les balises d'une régulation sociale et écologique de l'économie qui laisse une place importante au tiers secteur et qui s'appuie sur le dynamisme du marché. L'efficacité d'une économie ne doit pas être jugée sur ses seuls taux de profit, mais sur la réduction de l'empreinte écologique et sur le renforcement de la qualité de vie et du bien-être. Cela passe évidemment par une décroissance accélérée de l'utilisation des ressources non renouvelables, par une réduction des inégalités en tous genres et par un renforcement de la participation des producteurs et des consommateurs dans la réflexion sur le sens de la production économique et, pourquoi pas, dans un renforcement de la participation de tous à la production d'un maximum de biens. Les niveaux européen et mondial sont les plus appropriés pour effectuer cette régulation, mais elle doit aussi s'opérer au niveau national et régional.

7.2 2^{ème} Débat : Mener le débat sur le rôle de l'Etat dans la poursuite des idéaux de justice et d'émancipation.

En Wallonie, nous devons prendre aujourd'hui acte de l'échec d'une certaine conception du rôle de l'Etat comme acteur économique. Le maintien dans tout le sillon industriel wallon d'un taux de chômage quasiment unique en Europe occidentale ne s'explique plus seulement par la débandade du vieux capitalisme belge (voire belgicain) qui a manqué à son devoir de reconversion. Les instruments publics dont la Wallonie s'est dotée au cours du dernier quart du XX^{ème} siècle ont tout au plus permis d'amortir le choc de la désindustrialisation. L'initiative économique publique n'a pas su reconvertir. Est-ce parce que l'appareil public a été systématiquement utilisé à des fins partisans ? Le clientélisme et le sous-localisme sont autant de facteurs d'injustice et d'inefficacité que la gauche doit être la première à dénoncer et à combattre. Si nous voulons que l'Etat garantisse la mise à disposition de chacun, sans discrimination, de biens publics efficaces – qu'il s'agisse de recherche, d'enseignement, de

⁸ Marcel GAUCHET, « Les formes de la recomposition sociale - L'État en crise ?, Débat entre M. Gauchet et J. Lenoble », in C. Derenne et L. Deutsch, *La fragmentation sociale*, Paris, Economica, 1995, pp. 103-121.

formation, de transport – nous devons dire clairement que cela implique des moyens et une fiscalité correspondante. Un renforcement de celle-ci ne sera pas légitime sans une amélioration de l'efficacité des services publics.

7.3 3^{ème} Débat : Mener le débat sur la consommation, le pouvoir d'achat et les biens publics

Dans un contexte budgétaire de plus en plus tendu et dans une économie qui retrouve les affres de l'inflation, des mesures comme une réduction de la parafiscalité sur les énergies fossiles peuvent donner l'impression de compenser la baisse du pouvoir d'achat. Mais non seulement de telles mesures n'ont qu'un impact temporaire (jusqu'à la prochaine hausse), elles reviennent en fait à subsidier les producteurs de pétrole (qui n'en ont pas vraiment besoin) et surtout elles privent l'Etat des moyens de financement de biens publics nettement plus efficaces et plus rentables en termes de redistribution. Ne faut-il pas systématiquement privilégier ces biens publics aux augmentations du pouvoir d'achat, via la baisse de la fiscalité ? Mais une fois encore, cela implique un renforcement de la légitimité de l'Etat, l'abandon des pratiques de clientélisme et un renforcement de l'efficacité publique. Il faut aussi remettre en chantier l'éco-fiscalité et s'en servir comme d'un moyen de réorientation de notre économie vers une transition écologique de plus en plus urgente.

7.4 4^{ème} Débat : Mener le débat sur la reprise du projet démocratique

Le politique doit renoncer à la tentation de surfer sur la montée des peurs en tous genres (sociales, environnementales, culturelles...). La phrase « Dormez braves gens, on s'occupe de tout, nous sommes votre rempart contre tous les risques » doit être bannie du langage de la gauche. Il faut combattre la fatigue démocratique (« cela ne sert quand même à rien »), reprendre le chantier démocratique et associer constamment les citoyens à toutes les décisions qui les concernent⁹. Un renforcement de la démocratie dans les entreprises comme dans la gestion publique est souhaitable et possible. Cela n'enlève rien à la nécessité de « partager la souveraineté, pour renforcer la souveraineté »¹⁰, en l'occurrence pour donner à l'Europe les moyens de réguler son économie et devenir un acteur qui pèse réellement au plan mondial.

7.5 5^{ème} Débat : retrouver le plaisir et l'audace de la réforme

Un des drames de la décennie qui s'écoule est que les partis inspirés par le néo-libéralisme (cette confiance absolue dans le pouvoir du marché, la détestation autoritaire de toute forme de régulation sociale ou économique) se sont appropriés la culture du changement et de la réforme. La gauche doit la récupérer. Cela implique qu'elle se libère du chantage exercé par les conservateurs de gauche qui restent englués dans un modèle dépassé d'action publique ou qui pensent que le rétablissement du protectionnisme permettra de faire face aux défis contemporains. Il ne peut y avoir de place à gauche pour des gens qui préfèrent faire échouer des réformes utiles et justes au motif qu'elles conforteraient la légitimité de l'économie de marché, comme ce fut le cas lorsque pour l'extrême gauche trostkyste, Alain Krivine s'est abstenu sur la taxe Tobin au parlement européen. La radicalité vertueuse ne sert souvent à rien d'autre que de renforcer le système qu'elle prétend mettre à bas. Comme l'a si bien Edouard Delruelle, « nous ne sommes pas les sentinelles morales d'une forteresse assiégée par la barbarie. Nous sommes requis d'imaginer, d'inventer, de négocier, bref de *composer*, et donc de prendre des risques dont seule l'histoire nous dira s'ils étaient ou non bien calculés »¹¹.

⁹ Marc FLEURBAEY, *Capitalisme ou démocratie ? L'alternative du XXI^{ème} siècle*, Grasset, Paris, 2006.

¹⁰ Ulrich BECK, *Le pouvoir à l'âge de la Mondialisation*, *Le Débat* n°126, Mai-Août 2003.

¹¹ Edouard DELRUELLE, « Faut-il prendre la politique au tragique ? », *Etopia*, Janvier 2007 (téléchargeable sur www.etopia.be)